

*Seul le discours prononcé fait foi*

**EMBARGO JUSQU'AU PRONONCÉ**

**Discours de clôture de Xavier Beulin,  
Président de la FNSEA**

Monsieur le Premier Ministre,  
Monsieur le Ministre,  
Monsieur le Préfet,  
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,  
Mesdames, Messieurs les Présidents,  
Chers Amis,

*[1) Introduction : pourquoi peut-on être ambitieux]*

Monsieur le Premier Ministre, la production agricole française est l'une des plus sûres et des plus saines du monde. Elle peut, en plus, se vanter désormais d'être officiellement une des meilleures (si ce n'est LA meilleure !) puisque le repas gastronomique français vient d'être reconnu au patrimoine mondial de l'Unesco !

Nous représentons 15% des emplois en France, emplois non délocalisables !

Nous apportons près de 9 milliards d'euros d'excédent à la balance commerciale. Et c'est un des rares secteurs excédentaires, ce qui est d'autant plus remarquable dans ce contexte de crise économique. 20% de la production agricole européenne est française.

Et la liste ne s'arrête pas là. Nous entretenons les paysages et assurons la biodiversité. Nous sommes responsables dans nos pratiques, solidaires dans les crises, entrepreneurs dans la conduite de nos exploitations, ciment de nos territoires ruraux !

Quelle profession, monsieur le Premier Ministre, pourrait se targuer d'un tel CV ?

Et pourtant, malgré ces formidables atouts, vous avez devant vous Monsieur le Premier Ministre des congressistes inquiets :

Inquiets, parce que notre agriculture perd du terrain,

Inquiets, parce que ses parts de marché s'effritent, en particulier sur le marché européen où nos amis allemands sont en train de nous damer le pion,

Inquiets, parce qu'on nous demande, VOUS nous demandez parfois, de courir le marathon avec des semelles de plomb,

Inquiets, parce que la question environnementale est source d'une incompréhension grandissante et qu'il ne se passe pas un seul jour sans que nos pratiques ne soient stigmatisées,

Inquiets, parce que l'extrême volatilité des prix nous fait marcher sur une véritable corde raide où nous risquons la chute à chaque instant,

Inquiets, parce que nos éleveurs s'enfoncent dans une crise sans précédent,

Inquiets, parce que des paysans souffrent. Je voudrais leur dire que la FNSEA est à leur côté, Notre devoir est de les soutenir, notre devoir est aussi d'accompagner, dans un nouveau projet de vie, celles et ceux pour qui une reconversion semble indispensable.

Inquiets, enfin, devant les menaces de déclin qui pèsent sur notre avenir !

Inquiets oui, mais surtout résolu à refuser la fatalité et à combattre le pessimisme ambiant. Nous ne voulons pas d'une France en déclin, d'un pays qui baisse la garde, d'une Nation frileuse, de régions qui s'écharpent, de départements qui se concurrencent, de villages qui se meurent...

Nous voulons tout au contraire un monde plus régulé, plus apaisé, une Europe qui libère les énergies, une France qui se bat et qui gagne, une agriculture qui donne le meilleur d'elle-même.

Nous sommes donc résolu à croire en nos projets, en nos capacités à innover, à créer de la valeur ajoutée, à rebondir et à retrouver du revenu.

Hier, en votant notre rapport d'orientation, nous avons résolument choisi d'inscrire nos exploitations dans une croissance durable ;  
C'est-à-dire une croissance économique qui ouvre des perspectives de long terme,  
Une croissance soutenable sur le plan environnemental  
Et enfin une croissance responsable que ce soit envers les agriculteurs, les territoires et la société.  
En somme, une agriculture humaine et généreuse.

Monsieur le Premier Ministre, nous sommes sûrs du rôle stratégique de l'agriculture, en France et dans le monde, de son apport essentiel à la société et à l'économie, de sa capacité à relever les extraordinaires défis du 21<sup>ème</sup> siècle.

### *[2] Le défi alimentaire]*

Le premier d'entre eux, le plus important est le défi alimentaire dont dépendent la vie et la santé de milliards d'hommes et de femmes dans le monde.

Aujourd'hui, il est question d'alimenter 6,5 milliards d'hommes et de femmes sur la planète, bientôt ce sera 9. L'ambition et la croissance ne sont plus une question de volonté mais de nécessité. Aujourd'hui, avec plus de 70% de population urbaine dans le monde, la faim n'est plus dans les campagnes, mais dans les villes.

La récurrence des problèmes climatiques, les émeutes de la faim, sans parler de l'accès à l'alimentation qui n'est pas garantie pour tous, y compris à l'intérieur même de l'Europe, révèlent un constat implacable : l'alimentation est une question stratégique. Depuis quelques mois, 44 millions d'hommes et de femmes, s'ajoutent aux 850 millions de citoyens qui ont basculé en dessous du seuil de pauvreté.

Les soulèvements en Tunisie, Egypte ou Libye, au Proche et au Moyen-Orient, lui confèrent même une dimension géostratégique. Dans ces pays, les équilibres alimentaires prennent toute leur dimension politique. Mais le Bassin Méditerranéen n'est pas qu'une crise, une géographie de crises, ce sont aussi et surtout des possibilités, des solutions, des volontés et des espoirs à conforter. La démocratie, c'est retrouver la liberté et la première des libertés c'est celle de manger.

C'est pourquoi l'autosuffisance alimentaire en Europe est non négociable et la production, dans ce grenier du monde, essentielle !

### *[3] Les défis climatique et énergétique]*

Autre défi majeur de ce 21<sup>ème</sup> siècle, conjuguer la croissance et le développement avec la préoccupation des dérèglements climatiques. C'est un enjeu où l'agriculture peut apporter sa part de réponse.

Les énergies renouvelables sont bien sûr au cœur du débat et la catastrophe nipponne l'éclaire encore d'un jour nouveau. D'abord, notre congrès tient à exprimer son émotion devant les souffrances vécues par les japonais mais aussi son respect devant leur dignité dans ce drame.

Au séisme et au tsunami s'ajoute le terrifiant risque nucléaire qui bouleverse les certitudes et interroge les dirigeants européens sur leurs politiques énergétiques.

Plus que jamais s'impose la nécessité d'un bouquet énergétique dans lequel l'agriculture a toute sa place: biomasse, biocarburants, photovoltaïque, méthanisation... autant de potentialités que nous devons développer et que les politiques publiques doivent soutenir et conforter sans hésitation.

Alors, s'il vous plaît :

- Respectez les engagements sur la fiscalité des biocarburants ;
- Ne laissez pas les agriculteurs qui ont investi dans des panneaux photovoltaïques laissés sans solution par le moratoire ;
- D'ors et déjà, je prends rendez-vous avec vous, Monsieur le Premier Ministre, pour vous déposer en main propre la liste des agriculteurs « plantés » par ce moratoire !
- Et pour la méthanisation, veillez à ce qu'elle conserve sa dimension agricole et reste prioritairement centrée sur des projets collectifs de taille moyenne privilégiant l'utilisation des effluents.

Ce que nous vous demandons par dessus tout, Monsieur le Premier ministre, c'est de définir un cadre stable et pérenne. Nos projets ont besoin de lisibilité et ne doivent pas être remis en cause tous les quatre matins. Pourquoi les agriculteurs seraient pénalisés par des tarifs mal ajustés dans l'euphorie du Grenelle ?

#### *[4) Le défi environnemental]*

Et du Grenelle, nous pourrions vous en parler longuement surtout quand il limite nos facteurs de productions, et peut nous emmener vers des impasses techniques.

Sachez toutefois Monsieur le Premier Ministre, que nous n'avons pas attendu le Grenelle pour conjuguer performance économique et performance environnementale. C'est même la base du « pacte » que nous proposons dans notre rapport d'orientation :

Il s'agit :

- De reconnaître que les agriculteurs sont les premiers gestionnaires des ressources naturelles et de la biodiversité. Ces missions se font au travers de la préservation des terres, richesse non renouvelable dont il faut combattre l'artificialisation galopante !
- De nous associer à toutes les discussions relatives à la protection de l'environnement. Cela permettra de retrouver du bon sens paysan et d'éviter des aberrations dans l'application des règles édictées, ... comme celle concernant les prédateurs. Les loups ne sont pas en voie d'extinction mais les éleveurs des zones concernés, eux, le sont !
- De réinvestir massivement dans la recherche fondamentale et appliquée et dans les biotechnologies, atouts fondamentaux de notre avenir. Sur ces thèmes monsieur le Premier Ministre, il faut faire preuve de science avec conscience et la raison doit l'emporter sur la passion.

Point d'idéologie dans tout cela, mais une approche scientifique, rigoureuse, pragmatique et une culture du résultat et de l'évaluation. Malgré des attaques aussi agressives que blessantes, les agriculteurs de la FNSEA restent ouverts au dialogue, à la condition qu'il soit fondé sur l'écoute et le respect mutuel. Monsieur le Premier Ministre, vous devez être garant de la qualité de ce dialogue dans toutes les instances de gouvernance.

Soyez convaincus que les agriculteurs sont pragmatiques. Ils ne veulent pas être rangés dans des cases idéologiques. Il faut sortir des clichés faciles des tenants de la décroissance. L'agriculture n'est pas un ensemble monolithique, elle est plurielle, diversifiée. Elle a tous les atouts pour saisir les multiples opportunités de croissance ; surtout qu'elle sait et peut produire plus et mieux.

Mais pour produire, monsieur le Premier Ministre, il faut des agriculteurs. Il leur faut, aussi et surtout, des revenus qui leur permettent de vivre de leur métier et d'assurer le renouvellement des générations !

#### *[5) Le défi de la compétitivité]*

Depuis plusieurs années, nos revenus jouent au yoyo. Le résultat du dogme du « tout marché » instauré par le découplage des aides, c'est que la PAC est devenue un cadre d'instabilité. Face à la volatilité des prix et aux renversements brutaux et imprévisibles de tendance, la survie de certaines filières est menacée et les agriculteurs et les agricultrices n'ont ni visibilité ni perspectives deviennent innombrables.

C'est pourquoi, devant une demande en expansion, y compris au sein de l'Union européenne, je n'accepte pas l'affaiblissement du potentiel productif français. Je n'accepte pas, à titre d'exemple,

qu'au cours des dix dernières années, nos surfaces légumières aient baissé de 15% en France quand elles ont progressé de 21% en Allemagne.

Il nous faut à tout prix retrouver de la compétitivité, avec un esprit d'audace et d'entreprise. Affirmons notre « patriotisme économique » qui passe par la conjonction de trois leviers :

- L'action des pouvoirs publics : ils ont la responsabilité de mettre fin aux distorsions de concurrence subies par les agriculteurs, d'alléger leurs charges, de repenser des politiques publiques ambitieuses et régulatrices.

- L'action des filières agro-alimentaires et agro-industrielles: elles ont la responsabilité de construire de vraies politiques partenariales, tant avec leur amont - les producteurs - qu'avec leur aval - la grande distribution.

Il leur appartient d'innover, de segmenter, d'améliorer les performances par la baisse des coûts et la recherche de valorisation...

J'affirme qu'il faut absolument faire émerger des entreprises leaders et développer un esprit de conquête dans un espace de plus en plus concurrentiel.

- Enfin, l'action des producteurs: ils ont la responsabilité, et je devrais même dire le devoir, de s'organiser et d'être toujours plus solidaires pour affirmer et défendre leur place dans les filières.

Regrouper l'offre, négocier des contrats, maîtriser les coûts de productions, adapter les investissements et les moyens de productions pour répondre à l'évolution des besoins des marchés... voici les conditions de notre pouvoir de marché.

J'en appelle donc à une co-responsabilité, à un co-engagement où chacun assume ses droits mais aussi ses devoirs. J'ai la faiblesse de croire qu'il est parfois possible de sortir de situations de défiance, pour construire des relations de confiance.

Etre co-responsable, ce n'est pas diluer la responsabilité, c'est au contraire mieux l'identifier et admettre le principe de réciprocité au nom du vieil adage « aide-toi, le ciel t'aidera ». Et une partie du ciel, c'est vous Monsieur le Premier Ministre !

#### *[Coût du travail]*

Et, si il y a un sujet sur lequel vous avez prise pour éviter que le ciel continue de nous tomber sur la tête, c'est bien le coût du travail. Nous nous demandons si l'Europe est prête à aller vers une harmonisation sociale. Pour la FNSEA, la réponse est simple : l'Union européenne doit renouer avec sa mission de coopération et de convergence entre les Etats membres et doit à tout prix éviter en son sein une compétition stérile qui favorise le dumping social !

Les mesures prises pour alléger le poids des charges sociales des salariés saisonniers agricoles étaient une nécessité absolue. Nous saluons vos décisions sur les travailleurs occasionnels et les 500 millions d'euros consacrés à cette action.

Mais l'action doit se poursuivre sur l'emploi permanent. Sur ce dossier point de mesurées. Oui, nous sommes satisfaits que la problématique soit partagée par le plus grand nombre notamment au Parlement. Mais, nous savons que cette affaire dépasse le seul cadre agricole et a une dimension plus large.

Dans une perspective à plus long terme, nous savons qu'il faudra ouvrir un chantier sur la réforme en profondeur du financement de la sécurité sociale. Il faudra débattre d'une modification de l'assiette des cotisations, pour passer des revenus du travail à la consommation en s'appuyant sur la TVA.

Depuis 15 ans, nous réclamons l'ouverture de ce chantier. Attendons encore 15 ans et alors non seulement la France aura perdu son industrie, mais elle aura aussi perdu son agriculture !

#### *[Elevage]*

A commencer par l'élevage qui s'enfonce dans une crise terrible, aggravée par l'actuelle flambée des cours des matières premières.

Monsieur le Premier Ministre, il faut sortir les éleveurs d'un tunnel dont ils ne voient jamais le bout. Au-delà d'un soutien que nous avons demandé à l'Union européenne devant la gravité de la crise, nous travaillons également depuis l'an dernier aux outils d'une contractualisation entre les filières animales et végétales. Les producteurs de grandes cultures, les fabricants d'alimentation

animale et les éleveurs ont formalisé des propositions. Et je me suis engagé devant le Ministre de l'agriculture à ce qu'elles soient opérationnelles avant l'été, pour la prochaine campagne.

Mais cela ne dédouane pas de l'obligation de répercuter, dans les prix de vente aux consommateurs, la hausse des coûts de l'alimentation animale. Il faut en finir avec cette idée où l'agriculture pourrait indéfiniment être la variable d'ajustement du pouvoir d'achat. Il n'est ni juste, ni durable, de sacrifier un secteur d'activité pour brider l'inflation. Ce n'est pas en cassant les plus de 3 millions d'emplois de nos filières que les français se porteront mieux !

D'où notre proposition de mettre en place un mécanisme d'indexation du prix des produits alimentaires, en fonction du prix des matières premières. Air France le fait bien avec la « taxe kérosène », alors pourquoi pas nous ?

A force de conviction et de pédagogie, et malgré les réticences de tel industriel, de tel distributeur ou de telle administration, l'idée est sur les rails. Il vous appartient maintenant, Monsieur le Premier Ministre, de donner l'impulsion nécessaire à sa mise en oeuvre.

L'observatoire des prix et des marges aura aussi un rôle décisif à jouer, surtout qu'il vient d'être conforté par la loi de modernisation de l'agriculture.

#### *[La contractualisation]*

Cette loi sur laquelle la FNSEA s'est tant investie et mobilisée, nous offre des outils adaptés au nouveau contexte, à commencer par la contractualisation.

Ne soyons pas naïfs : les contrats existent depuis longtemps et ils ne sont pas le remède miracle ni à la suppression des outils de régulation, ni à la faiblesse des revenus.

Mais la contractualisation qu'a défendue la FNSEA est une démarche coresponsable de l'ensemble d'une filière. Elle vise à dire à notre aval que nous avons besoin de lui, mais aussi de lui rappeler, comme au consommateur, que nous leur garantissons des produits sécurisés en quantité et en qualité !

Nous sommes ici tous d'accord : les prix, ça ne se décrète pas ! Il faut aller les chercher par une négociation la plus équilibrée possible. Il s'agit de remédier au déséquilibre des rapports de force économiques et de protéger la production agricole qui est le maillon le plus atomisé.

#### *[L'organisation des producteurs]*

Redisons-le une nouvelle fois, l'organisation des producteurs et le regroupement de l'offre sont les conditions nécessaires et indispensables de la réussite d'une démarche de contractualisation équitable pour la production agricole. Et cela relève d'abord de notre responsabilité à tous les niveaux de notre organisation. Encore faut-il, Monsieur le Premier Ministre, qu'à Paris, comme à Bruxelles, le sacro-saint droit de la concurrence ne vienne pas faire avorter nos ambitions !

Enfin ne nous y trompons pas : le développement de contrats équilibrés et équitables ne pourra se faire que dans une démarche globale qui implique tous les acteurs de la filière y compris les transformateurs, la grande distribution et la restauration hors domicile ! Sur ce point, la loi et les décrets sont muets et il nous incombe de mettre en place une nouvelle gouvernance des filières dont les interprofessions sont les lieux privilégiés.

#### *[L'interprofession]*

La LMA les conforte pour dessiner des convergences d'analyse et d'action entre tous les acteurs d'une filière. Contractualisation, indicateurs de tendance de marché, segmentation cohérente et valorisante...autant d'enjeux essentiels dont la réussite suppose de réunir certaines conditions.

D'abord la maturité des acteurs : chacun doit avoir conscience que l'accord doit être « gagnant - gagnant ». C'est un exercice exigeant y compris pour nous syndicalistes : nous devons assumer la responsabilité de négocier et d'expliquer les accords issus de compromis.

En clair, tous les membres de l'interprofession doivent partager la même vision économique et le même projet collectif. L'interprofession ne peut, en aucun cas, être une tribune syndicale sinon elle est condamnée à l'échec.

Ainsi la Maison du lait doit rester la Maison du lait et non devenir une maison close pour cause d'occupation intempestive !

J'espère, Monsieur le Premier Ministre, que nous nous sommes compris sur ce point.

Deuxième condition, une gouvernance efficace : la LMA a ouvert l'option d'une structuration en collèges qui permet de travailler en cercles restreints sur certains sujets. Il nous faut maintenant passer à l'acte mais n'oubliez pas que ce sont les Pouvoirs Publics qui ont entre leurs mains le levier de la reconnaissance et de l'extension des accords.

Troisième condition, la sécurité juridique de nos accords et de nos CVO. Au-delà des états d'âme récurrents de nos autorités de la concurrence, il vous faut certes porter mais surtout gagner le débat au niveau communautaire.

C'est là un enjeu de la future PAC. Il doit permettre de consolider l'action et les projets de la profession en complémentarité de l'intervention de l'Union européenne, de l'Etat et des collectivités locales.

#### *[Gestion des risques]*

La gestion des risques en est la parfaite illustration. Le bilan de santé de la PAC nous donne les moyens d'impulser de nouvelles politiques dans lesquelles nous serons de véritables acteurs engagés. Le cofinancement européen, national et professionnel de l'assurance traduit ainsi l'association des différents périmètres de responsabilité.

Nous prenons les nôtres.

Nous avançons sur la constitution d'un fonds sanitaire universel, ayant vocation à couvrir l'ensemble des productions et des filières.

Nous travaillons à la mise en œuvre de mécanismes d'assurances, individuels ou collectifs, efficaces pour chacune de nos entreprises.

En contrepartie, nous attendons un engagement sans faille de l'Etat.

Il faut lever les obstacles que sont le niveau de franchise, le seuil de déclenchement et la réassurance publique.

Mais, Monsieur le Premier Ministre, tous ces dispositifs co-responsables ne sauraient exonérer les Pouvoirs Publics de leurs responsabilités. En cas de catastrophes climatiques ou de crises sanitaires majeures, c'est à la solidarité nationale de jouer.

A ce propos, je voudrais souligner qu'il reste encore beaucoup à faire pour nos collègues sinistrés par la tempête Xynthia.

Après l'émotion et la mobilisation générale qui ont suivi le drame, et même si beaucoup a été fait, il reste toujours des paysans dans la difficulté : terres improductives, pénurie de fourrage, trésoreries exsangues...

Il ne faut pas, Monsieur le Premier Ministre, que la solidarité toujours nécessaire se perde dans les méandres administratifs. Alors, simplifiez, aiguillonnez, accélérez les procédures ! Car l'urgence est toujours d'actualité !

#### *[6] Le défi européen*

Une autre actualité nous préoccupe : l'avenir de la PAC. Depuis la chute du mur de Berlin, l'Europe vit une crise d'identité et de croissance. Force est de constater que, parallèlement, la PAC, seule politique intégrée, s'est progressivement délitée. Comme quoi l'avenir de l'un n'est pas dissociable de l'autre et nous ne doutons pas que vous partagez notre conviction ; vous êtes vous même un Européen engagé.

Pour nous les paysans, avec la réforme de 2003, il est apparu que l'Union européenne ne faisait plus de son agriculture une priorité stratégique.

Puis, les crises des années 2007 et 2008 ont replacé l'agriculture au centre des préoccupations. Nous nous félicitons que notre combat pour ramener l'agriculture dans les grandes stratégies de l'Union ait porté ses fruits.

Il y a deux ans, personne ne donnait cher de l'avenir de la PAC. C'était alors une politique ringarde et dépassée.

Dacian Cioloș et le Parlement, représentant des citoyens européens, sont aujourd'hui convaincus de la nécessité d'une PAC ambitieuse, dynamique et innovante.

Ainsi, en deux ans, l'agriculture a retrouvé des couleurs et nous l'espoir. A vous maintenant de transformer l'essai !

#### *[Budget]*

Il faut d'abord, un budget. Un budget pour l'Europe. Un budget pour la PAC.  
Sur ces points, nous serons fixés en juin prochain mais je veux rester optimiste. Aujourd'hui ce sont 30 centimes d'euro par jour et par européen pour disposer d'une production agricole diversifiée, de qualité, produite de manière durable sur l'ensemble des territoires européens.  
Est-ce vraiment trop Monsieur le Premier Ministre ?

*[Outils]*

Il faut ensuite des outils pour cette PAC : des soutiens directs, des mécanismes de gestion des risques, des instruments de marché et des mesures de développement rural.  
Sur tous ces points, en lien avec nos Associations Spécialisées, nous avons fait connaître nos positions.

Nous serons particulièrement attentifs :

- aux mesures de correction de handicap,
- au soutien spécifique à des productions fragiles (et à un plan protéines),
- au maintien des quotas sucre et des droits de plantation,
- à la consolidation d'outils de gestion de crise,
- au renforcement du pouvoir de marché des agriculteurs.

Je voudrais aussi vous rappeler que c'est le travail commun de la FNSEA et du DBV (notre homologue allemand) qui a permis la prise de position décisive franco-allemande de juin dernier.  
Nous nous félicitons qu'une majorité d'Etats membres s'y rallie progressivement. Nous restons toutefois vigilants sur les modalités d'application de ces outils.

*[7) Le défi international / commercial]*

Malgré cette conjoncture positive, une épée de Damoclès pèse sur notre tête : l'évolution des accords bilatéraux et multilatéraux.

La Commission, par la voie d'un commissaire De Gucht inconscient, vient de relancer les négociations avec le Mercosur.

Les demandes, du Brésil notamment, sont tellement exorbitantes qu'elles menacent rien de moins que la production bovine, les filières biocarburant, voire les fruits et légumes.

On nous propose d'importer des prix bas, mais au bénéfice de qui ?

Certainement pas des producteurs qui souffrent d'une concurrence déloyale.

Certainement pas des consommateurs qui n'auront aucune des garanties qu'ils attendent sur la qualité, la provenance, le respect des normes.

C'est pourquoi, la FNSEA exige de la transparence par un étiquetage de l'origine.

C'est pourquoi la FNSEA exige aussi la mise en place d'une nouvelle préférence communautaire

Cette question reste toujours pendante dans les négociations du cycle de Doha dont on nous annonce tous les 6 mois la conclusion. Si nous ne sommes pas sûrs de son aboutissement, nous sommes certains des dégâts qu'il causera aux exploitations européennes.

Plus généralement au niveau du G20, sachez Monsieur le Premier Ministre que nous sommes heureux que vous ayez obtenu l'accord de vos partenaires pour aborder les thèmes de la régulation, de la volatilité des prix et des marchés de matières premières. La FNSEA soutient totalement votre initiative.

Sans parler d'espérance, souhaitons que vous puissiez convaincre tous ces responsables de la nécessité de s'entendre et de se comprendre.

Le sujet est crucial, fondamental pour l'avenir des paysans dans le monde et la pérennité de la production dans de nombreuses zones du globe.

Pour notre part, JA et FNSEA vont rassembler à Paris les 16 et 17 juin prochain plus de 150 organisations agricoles des cinq continents.

Ensemble nous allons nous exprimer : les paysans vont prendre la parole et vont se faire entendre!

Nous affirmerons trois priorités:

➔ Disposer, enfin, d'un véritable observatoire de la consommation et des stocks agricoles, notamment chez les deux plus gros consommateurs mondiaux, l'Inde et la Chine.

→ Mieux mesurer l'impact des marchés financiers sur les marchés agricoles.

Je ne peux pas accepter les propos bruxellois disant que la spéculation n'est pas coupable ! Entre 2002 et 2008, les volumes financiers échangés sur les marchés agricoles ont été multipliés par 14. Cette année ça recommence et il est évident que ces opérations financières accentuent la volatilité des cours !

→ Enfin, il est indispensable de trouver des partenariats financiers pour construire des unités de stockage de céréales dans les pays importateurs nets récurrents, comme l'Algérie ou l'Egypte et de renforcer la contractualisation entre bassin de production et bassin de consommation.

*[Conclusion : redevenir numéro 1 et renouer avec la fierté d'être agriculteur]*

Monsieur le Premier Ministre, vous avez devant vous plus de 1000 agriculteurs représentant tout notre réseau.

Depuis 65 ans tous ensemble : les hommes, les femmes, les jeunes, les aînés, les propriétaires, les fermiers, les agriculteurs de métropole et des DOM, nous vivons au sein de notre grande maison, la FNSEA.

Et depuis toutes ces années, la FNSEA défend : la montagne, le littoral, la plaine, les productions animales, végétales, la viticulture, les petites et les moyennes ou plus grosses structures, les modes de production biologique, raisonnée ou conventionnelle, les circuits courts et longs.

Nous sommes persuadés que c'est de cette unité, de cette diversité que proviennent notre richesse et notre spécificité française.

Au nom de tous ici rassemblés je veux vous affirmer notre ambition, notre détermination, notre volonté de retrouver notre place de leader en Europe et de rester un atout stratégique pour la France.

Assumant partout notre part de responsabilité, nous vous remercions de veiller à ce que nous soyons toujours associés aux réflexions et aux travaux de tous vos ministres.

Tout particulièrement dans le domaine social où, partenaire à part entière, nous entendons participer pleinement aux débats.

Année après année, nous ne cessons de marteler l'absolue nécessité de mettre à niveau les retraites agricoles tout particulièrement pour les veuves.

Et un nouveau débat se fait jour dans notre société, celui de la dépendance. Nous y serons actifs et vigilants pour éviter qu'une fois de plus, le monde rural ne soit pénalisé.

Vous l'aurez compris Monsieur le Premier Ministre, nous sommes déterminés.

Nous allons gagner et redonner aux paysans la passion et la fierté de leur métier !

Je vous remercie,